

30 00
ME

NNMF
REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

LE TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN
5^{ème} CHAMBRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 0180/2019

JUGEMENT contradictoire du
11/03/2019

Affaire :

LA SOCIETE GLOBAL SYNERGY
CONSULTING

Contre

ECOLE SUPERIEURE DE
TECHNOLOGIE AVANCEE ET DE
MANAGEMENT DITE ESTAM

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement et en
premier ressort ;

Reçoit la Société Global
Consulting en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Constate la résolution du
contrat de prestation de
service liant les parties ;

Ordonne à l'Ecole Supérieure
de Technologie Avancée et de
Management dit ESTAM de
restituer à la Société Global
Consulting ses 32 ordinateurs ;

Ordonne l'exécution provisoire
de la décision nonobstant
opposition ou appel ;

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du lundi onze mars deux mille dix-neuf, tenue au siège
dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE, DIAKITE
ALEXIS ET MADAME MATTO JOCELYNE EPOUSE
DIARRASSOUBA Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE**,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

LA SOCIETE GLOBAL SYNERGY CONSULTING, SARL, au capital de
1 000 000 Francs CFA, siège social Yamoussoukro NZuessy (220
logts), NNC : 134037 M-RCCM CI TOI 2014-8-47 ; Tél : (+225) 30 00 05
85/30 64 84 04 ; Cel : 07 20 09 20 ; BP 1213 Yamoussoukro, E-mail :
info@globalsynergy.ci représentée par Monsieur ASSOH FRANCK, son
gérant de nationalité Ivoirienne demeurant pour les présentes et leurs
suites au siège de ladite société à Yamoussoukro.

Demanderesse, comparaissant et concluant ;

D'une part ;

Et

ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE AVANCEE ET DE
MANAGEMENT DITE ESTAM SARL au capital de 1.000.000 F CFA,
siège social sis à Abidjan Cocody les 2 Plateaux AGHIEN, derrière la
station petro ci RCCM N° -CI-ABJ 2009-B-108, agissant aux poursuites
et diligences de monsieur LUABA KAPIEKO ALBERT, son directeur
général.

Défenderesse, comparaissant et concluant;

D'autre part ;

Enrôlée le 15 janvier 2019 pour l'audience du vendredi 18 janvier
2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au 21 janvier 2019



Condamne l'Ecole Supérieure
de Technologie Avancée et de
Management dit ESTAM aux
dépens de l'instance.

devant la 5^{ème} chambre pour attribution ;
A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge
DOUA MARCEL;

La cause a à nouveau été renvoyée au lundi 25 février 2019 en
audience publique ;

Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture
n°0269 en date du mercredi 20 février 2019 ;

La cause a été mise en délibéré pour le lundi 11 mars 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu un jugement selon
ce qui suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leur moyenne prétention ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 10 janvier 2019, la Société Global Consulting a servi assignation à l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans ledit exploit :

- Déclarer la Société Global Consulting recevable en son action ;
- L'y dire bien fondée ;
- Constater la rupture du contrat de service entre l'Ecole Supérieure Avancée et de Management dite ESTAM et la Société Global Synergie ;
- Ordonner en conséquence ESTAM à restituer à la Société Global Consulting, les 32 ordinateurs ;
- Condamner ESTAM aux dépens ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours ;

Au soutien de son action, la Société Global Consulting expose qu'elle a conclu avec l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM un contrat de prestation de service

en vertu duquel elle mettait à la disposition de cette école une salle informatique avec des ordinateurs (19 à Abidjan et 13 à Agboville) pour la dispensation d'une formation sur des logiciels utilisés en entreprise ;

Elle indique que l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM devait reverser à la Société Global Consulting 80 % des droits d'inscription des étudiants ;

Elle mentionne que l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM n'a pas reversé sa contrepartie financière à la Société Global Consulting et ce malgré le courrier de règlement amiable en date du 15 juin 2017 ;

Elle fait valoir qu'elle a mis fin à ce contrat par courrier en date du 13 janvier 2018 mais qu'elle a réclamé en vain la restitution de ses ordinateurs par courrier en date du 18 avril 2018 ;

Elle assigne l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM en résolution du contrat de prestation de service et en restitution des 32 ordinateurs ayant servi à cette formation ;

L'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM fait connaître qu'elle est disposée à restituer les ordinateurs ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

L'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM ayant été assignée à son siège social, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*



En l'espèce, en raison de la demande en résolution de contrat, l'intérêt du litige est indéterminé, il convient de statuer en premier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

La Société Global Consulting ayant introduit son action dans les formes et délai légaux, il convient de la déclarer recevable ;

Au fond

Sur la résolution du contrat de prestation de service

La Société Global Consulting sollicite la résolution du contrat de prestation de service avec l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM ;

Aux termes de l'article 1184 du code civil, « La condition résolutoire est toujours sous-tendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances. » ;

Il s'induit de cet article que la partie envers laquelle un engagement n'a point été exécuté, peut demander la résolution du contrat ;

En l'espèce, il est constant comme résultant des pièces au dossier que la Société Global Consulting et l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM sont liées par un contrat de prestation de service ;

En vertu de ce contrat, la Société Global Consulting mettait une salle informatique pour la dispensation d'une formation sur des logiciels utilisés en entreprise à la disposition de l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM qui reversait à la Société Global Consulting 80 % des droits d'inscription des étudiants ;

Toutefois, l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de

Management dit ESTAM a reconnu qu'elle n'a pas exécuté son obligation contractuelle et s'est engagée à restituer les ordinateurs ;

Les parties ayant donc convenu de la résolution du contrat, il y a lieu de constater ladite résolution ;

Sur la demande principale aux fins de restitution des 32 ordinateurs

La Société Global Consulting sollicite la restitution de ses 32 ordinateurs par l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM ;

Aux termes de l'article 1183 du code civil, « La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit opère la révocation de l'obligation et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'évènement prévu par la condition arrive. » ;

Il s'induit de cet article que la résolution du contrat a pour effet de remettre les choses au même état que si l'obligation n'avait jamais existé ;

En l'espèce, il est constant que la Société Global Consulting a mis à la disposition de l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM en vertu d'un contrat de prestation de service une salle informatique avec 32 ordinateurs au total pour la dispensation d'une formation sur des logiciels utilisés en entreprise ;

Il a été sus jugé que le contrat de prestation de service est résolu ;

Il est également établi que la Société Global Consulting a adressé un courrier en date du 18 avril 2018 à l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM en vue de réclamer ses 32 ordinateurs ;

Des lors, il sied d'ordonner à l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM de restituer les 32 ordinateurs appartenant à la Société Global Consulting ;

Sur l'exécution provisoire

La Société Global Consulting sollicite l'exécution provisoire d'office de la présente décision pour promesse reconnue de l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM :

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative, « Outre les cas où elle est prescrite par la loi, et sauf dispositions contraires de celle-ci, l'exécution provisoire doit être ordonnée d'office, nonobstant opposition ou appel, s'il y a titre authentique ou privé non contesté, avenu ou promesse reconnue. » ;

Il s'induit de cet article que l'exécution provisoire d'office est ordonnée s'il y a promesse reconnue ;

En l'espèce, il est constant comme résultant des conclusions de l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM qu'elle a promis de restituer les 32 ordinateurs appartenant à la Société Global Consulting ;

Par conséquent, il sied d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant opposition ou appel ;

Sur les dépens

L'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM succombant, il sied de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

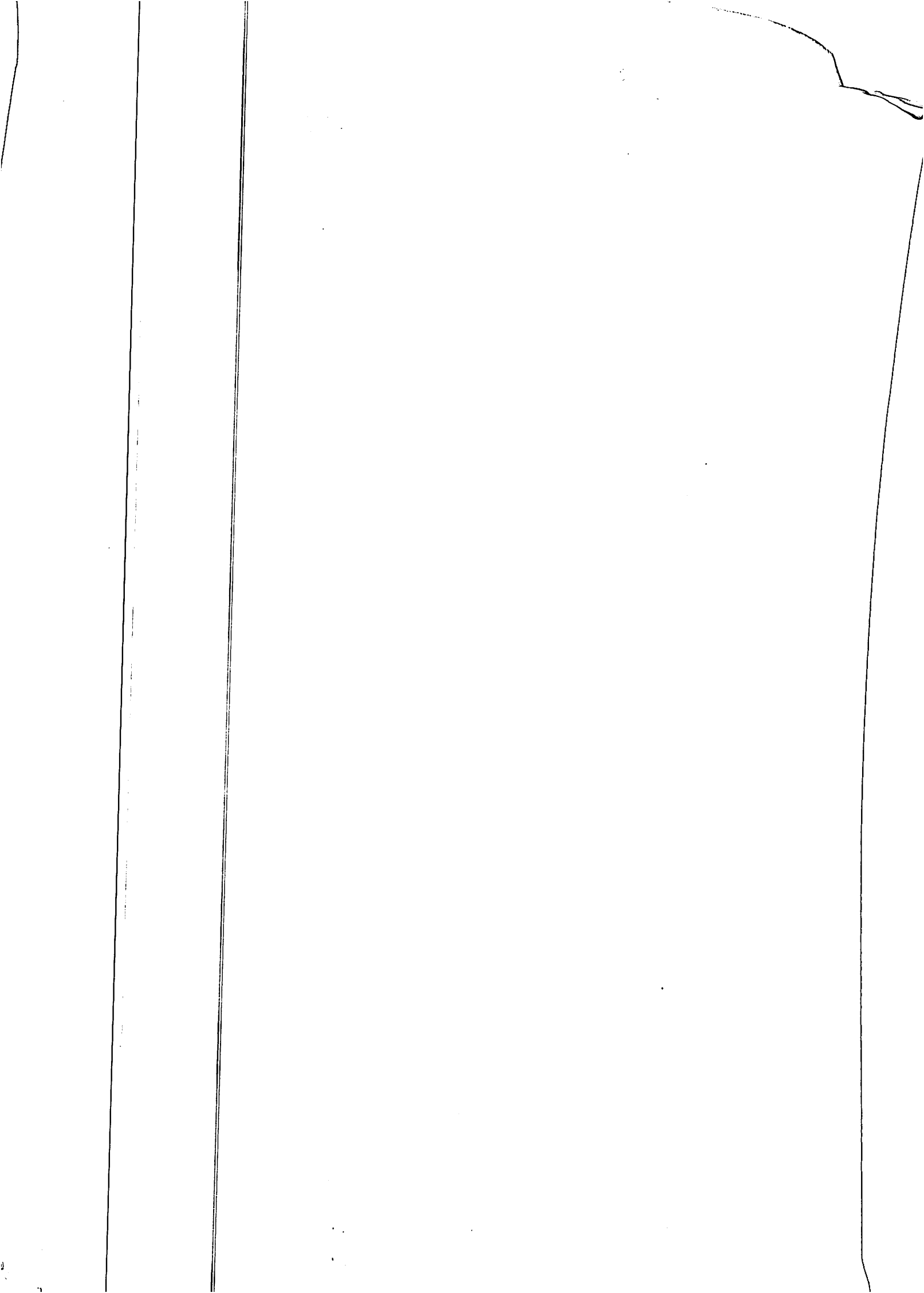
Reçoit la Société Global Consulting en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Constate la résolution du contrat de prestation de service liant les parties ;

Ordonne à l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de Management dit ESTAM de restituer à la Société Global Consulting ses 32 ordinateurs ;

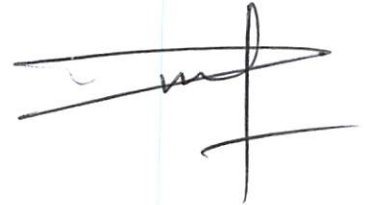
Ordonne l'exécution provisoire de la décision nonobstant opposition ou appel ;



Condamne l'Ecole Supérieure de Technologie Avancée et de
Management dit ESTAM aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, moi et an que
dessus.

Et avons signé le Président et le greffier.



N°QQ: 00282807

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 24 AVR 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 33
N° 668 Bord. 255, 27

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



